

09/17 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de septembre 2017

dimanche 1er octobre 2017, par [Axelle DEGANS](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Axelle DEGANS](#), **09/17 Actualité internationale**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 1er octobre 2017.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Voici une synthèse de l'actualité internationale de septembre 2017 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, voire préparent un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [Lettre d'information hebdomadaire](#) ou au [compte twitter de veille géopolitique @diploweb](#)

Le sort des urnes

Au Kenya, la Cour suprême a annulé en septembre 2017, pour des raisons d'irrégularité du scrutin, l'élection présidentielle qui avait consacré la victoire d'Uhuru Kenyatta, le président sortant. Ce pays est traumatisé par les violences électorales qui se sont déchainées il y a une dizaine d'années, et le contexte de grande sécheresse qui renforce le problème d'accès à la terre, n'est pas pour calmer les tensions.



En Allemagne, la CDU-CSU, le parti de la chancelière Angela Merkel, a remporté les élections législatives de septembre 2017. Quels sont les enseignements de ce scrutin ? Avec près de 33% des suffrages sa victoire est moins nette qu'escomptée, ce qui ne l'empêchera pas de mener un quatrième mandat. Elle occupe le poste de chancelière depuis 2005 et la longévité à ce poste rappelle celle de son ancien mentor Helmut Kohl. Martin Schulz n'a pas remporté son pari, car les sociaux-démocrates (SPD) ne remportent qu'un cinquième des votes. Enfin, l'extrême-droite menée par Jorg Meuthen rafle plus de 13 % des suffrages. Ainsi l'AfD s'enracine dans la vie politique allemande, s'installant comme le troisième parti en triplant ses voix par rapport à l'élection d'il y a quatre ans. Il obtient plus de 90 sièges au parlement grâce au scrutin proportionnel. La chancelière pourrait gouverner en s'appuyant sur une alliance avec les libéraux du FDP (10,4% des voix) et les verts (9,4%). Sa réélection devrait permettre de relancer un tandem franco-allemand rénové.

[Un livre Diploweb. Pour être au top ! Avec en bonus des dissertations corrigées et une sélection de liens vers des vidéos de référence pour faire la différence.](#)

[A. Degans, "Réussite aux concours 2018 ! La synthèse de l'actualité internationale 2017" via Amazon](#)

En Irak, Massoud Barzani organise le 25 septembre 2017 un referendum sur l'avenir du Kurdistan irakien, espérant le faire évoluer vers l'indépendance. Il s'agit de donner un pays à un peuple qui en est privé. Les pays voisins de l'Irak, la Turquie, l'Iran et la Syrie ont sur leur sol des minorités kurdes plus ou moins importantes et s'inquiètent de cette possible évolution. Les Kurdes arguent, eux, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et du [rôle essentiel des peshmergas \(kurdes\)](#) dans la lutte contre l'Etat islamique. La Cour suprême irakienne s'est fermement opposée à la tenue de ce referendum, même si elle n'a pas les moyens de contraindre les Kurdes irakiens d'y renoncer. Elle n'est pas la seule, car Téhéran, Ankara, Riyad, mais aussi Moscou ou Bruxelles et Washington s'en sont ouvertement inquiétés. L'issue de ce référendum - le « oui » l'emporte avec plus de 90% des suffrages - aura-t-il un effet de dominos dans la région ? En outre, le mandat du président Massoud Barzani est arrivé à expiration en 2013... Doit-on y voir une fuite en avant et un moyen de se maintenir au pouvoir, quelles qu'en soient les conséquences ou un vrai projet politique pour le peuple kurde ?

Les élections de Nouvelle-Zélande reconduisent le premier ministre sortant de centre-droit Bill English. Il n'a pas la majorité absolue et devra nouer une alliance.

Fortes inquiétudes en Asie

En Birmanie, la junte militaire a laissé la place, il y a moins d'un an, à une jeune démocratie incarnée par Ang San Suu Kyi. [Cela n'empêche pas le nouveau pouvoir de continuer une politique, déjà en vigueur dans le Myanmar des militaires, de discrimination très poussée de la minorité musulmane Rohingyas.](#) Aux milliers de morts, s'ajoutent les centaines de milliers de personnes (probablement plus de 400 000) poussées à l'exil, notamment vers le Bangladesh. L'ONU s'émeut de ce qu'elle désigne comme une politique de « nettoyage ethnique » menée par le pouvoir civil à l'encontre des Rohingyas. Ceux-ci représentent environ 2% de la population du pays et sont considérés comme des « apatrides ». Ils sont entrés dans une phase de rébellion violente - avec l'Armée du salut des Rohingyas (Arsa) - ce qui alimente en retour une escalade de la répression. Pékin se garde bien de condamner la politique de son voisin et allié birman, car les Chinois craignent les tentations séparatistes de leur province du Xinjiang peuplée par des Ouïgours eux aussi musulmans.

La Corée du Nord a réalisé un sixième essai nucléaire au grand désespoir de ses voisins et de la communauté internationale. Il s'agit pour le régime de Kim Jong-un d'assurer sa survie. Elle a également procédé à un nouveau tir de missile balistique de moyenne portée en représailles aux sanctions économiques établies à l'encontre de Pyongyang. A ces démonstrations de force, s'ajoutent les rodomontades à l'adresse de l'exécutif américain. Kim se le permet car il sait que Séoul est opposé à toute intervention militaire qui pourrait avoir les conséquences les plus néfastes. La Corée du Sud vient d'achever le déploiement du bouclier antimissiles THAAD. L'inquiétude est forte au Japon qui est à quelques minutes de frappes des missiles nord-

coréens.

Bonus vidéo : La Corée du Nord et l'arme nucléaire, par B. Haute couverture (FRS)

Au Proche-Orient, un virage sécuritaire existe dans les territoires qui relèvent de l'Autorité palestinienne. Une nouvelle loi sur la criminalité électronique limite la liberté d'expression sous couvert de lutte contre la cybercriminalité. *Amnesty International* dénonce les multiples arrestations dont sont victimes les journalistes, elles concernent aussi les opposants à Mahmoud Abbas, qu'ils soient proches du Hamas - au pouvoir dans la bande de Gaza - ou non.

Europe-Turquie : des destins divergents ? La question des élargissements de l'Union...

Alors que Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne constate la régression de l'Etat de droits et des droits de l'homme en Turquie, Angela Merkel affirme en septembre 2017 pour la première fois publiquement son désir de ne pas poursuivre le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, rejoignant en cela son challenger social démocrate Martin Schulz. Le torchon brûle entre l'Allemagne et la Turquie d'Erdogan depuis la tentative ratée de putsch (juillet 2016) et le durcissement du régime d'Ankara avec une présidentialisation accrue du pouvoir et des propos des plus déplacés envers Berlin.

[L'Albanie](#), par la voix de son premier ministre Edi Rama en visite à Paris, plaide en septembre 2017 pour la reprise du processus d'élargissement de l'Union alors que Bruxelles a prévu une pause jusqu'en 2019. Ce pays pauvre, gangréné par la mafia et la corruption a déjà perdu environ le tiers de sa population depuis la fin de la Guerre froide. Il espère commencer les négociations d'entrée dans l'Union dès 2018, montrant ses progrès en termes de démocratisation et d'endettement.

... ou de sa fragmentation

L'Espagne doit faire face à la volonté du Parlement catalan d'organiser un referendum sur la sortie de cette région du giron de Madrid. La Cour constitutionnelle espagnole juge illégale l'organisation de ce referendum.

Le Royaume-Uni avance [sur le chemin du Brexit](#). Les députés ont voté en septembre 2017 la « *Repeal Bill* » qui met fin à l'« *European Communities Act* » et marque donc [la rupture avec l'Union européenne](#) qui devrait être peut-être effective au printemps 2019. Le monde économique britannique est assez inquiet de ce saut dans l'inconnu, d'ailleurs la Confédération

de l'industrie britannique (CBI) a écrit à ce sujet aux négociateurs du Brexit. Une période de transition est envisageable, elle existe pour les nouveaux entrants dans l'Union européenne, c'est ce que réclame Boris Johnson, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. L'inconnu pèse déjà sur la vie économique du Royaume puisque les employeurs hésitent à embaucher des citoyens européens non-britanniques, ne connaissant pas leur futur statut, de même les propriétaires se montrent davantage frileux à louer leur logement à de non-britanniques pour les mêmes raisons...

Quel destin pour l'Union ?

Le président de [la Commission européenne](#), Jean-Claude Juncker, prononce en septembre 2017 un discours de l'Union dans lequel il appelle à de vigoureuses réformes pour aller plus en avant vers une Europe fédérale. Il propose ainsi de faire évoluer le Mécanisme européen de stabilité (Le MES mis en place pour faire face à la crise de [la zone euro](#)) vers un Fonds monétaire européen, la création d'un poste de ministre de l'Economie et des Finances au niveau fédéral, la fusion des postes de président du Conseil et de président de la Commission, de préférer la règle de la majorité qualifiée à celle de l'unanimité pour les questions fiscale et diplomatique, ce qui amoindrirait le rôle des Etats. Il propose également de renforcer la cybersécurité à l'échelle de l'Union et de contrôler davantage les investissements étrangers sur le sol communautaire. Ces mesures vont dans le sens du discours que le président français, Emmanuel Macron, a prononcé à Athènes, pour une souveraineté européenne, c'est-à-dire une Europe plus fédérale. A la Sorbonne, il propose fin septembre 2017 un saut fédéral, avec un budget commun de la zone euro ou de la défense et donc aller plus en avant sur le chemin d'une défense européenne, une taxe sur les transactions financières... un chantier européen pour lequel il invite la chancelière allemande à l'accompagner sur le chemin du « sens de l'Histoire ».

Face au danger terroriste mais aussi au nouveau défi migratoire, les Etats ont rétabli le contrôle à leurs frontières.

Face à l'inquiétude de ses Etats membres, qui ne fait que refléter celle des populations, la Commission européenne doit réfléchir à l'amendement du dispositif de Schengen (l'effacement des frontières internes entre pays membres de la convention Schengen), qui techniquement n'est plus opérationnel en 2017. Face au danger terroriste mais aussi au nouveau défi migratoire, les Etats ont rétabli le contrôle à leurs frontières. Certains pays européens comme [la France, l'Allemagne ou le Danemark](#) proposent que le délai de contrôle aux frontières soit porté de six mois (ce qui se fait aujourd'hui) à deux années.

La Commission réfléchit à taxer les GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) qui échappent pour l'instant en grande partie à l'impôt sur le sol communautaire. Paris propose une taxe basée sur le chiffre d'affaire. Si cette proposition suscite, pour l'instant, l'hostilité irlandaise, elle a trouvé le soutien de pays comme l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, le Portugal, la Roumanie, ou la Slovaquie. L'objectif est de parvenir à une position commune d'ici la fin de l'année 2017 pour agir de façon rapide.

Le CETA, le traité de libre-échange entre Union européenne et Canada, vient d'entrer en application en septembre 2017. Il a été négocié entre Ottawa et Bruxelles car les traités commerciaux relèvent de la compétence fédérale. Ils doivent néanmoins être ratifiés par les parlements nationaux pour être définitivement adoptés. Il est donc tout à fait remarquable que le CETA entre en vigueur avant même que les Etats membres de l'Union se soient prononcés. Il semble dès lors tout retour en arrière soit peu envisageable.

Des tensions à l'ONU

L'Organisation des Nations Unies a tenu en septembre 2017 sa 72ème assemblée générale à New York. L'agenda était chargé entre les inquiétudes face à la guerre civile qui continue à déchirer le Sud-Soudan, l'oppression des Rohingyas en Birmanie, le bras de fer entre Pyongyang et la communauté internationale, la situation très préoccupante en Syrie, la lutte contre le terrorisme ou le dossier du nucléaire avec l'Iran qui vient de procéder à un nouvel essai d'un missile balistique.

Le président américain envisage, lors de son discours aux Nations unies, la destruction de la Corée du Nord.

Autre inquiétude pour les Nations unies, celle de son financement. Alors qu'elle mène 16 opérations de maintien de la paix (comme la MINURSO depuis 1991 au Sahara occidental, la MINUSTAH à Haïti depuis 2004, la MINUK au Kosovo depuis 1999, la FINUL au Liban depuis 1978, la MINUSCA en Centrafrique depuis 2013 ou la UNFICYP à Chypre depuis 1964), elle est confrontée à la volonté de Donald Trump de diminuer sa contribution. Les Etats-Unis sont un pays déterminant pour les finances de l'ONU car ils représentent un peu moins du quart des contributions au budget ordinaire et aux opérations de maintien de la paix. Le président américain a appelé à une réforme des Nations Unies, ce que soutiennent 126 pays sur les 193 que compte l'ONU. Reste à savoir quelle réforme...

Alors que le président américain envisage, lors de son discours aux Nations unies, la destruction de la Corée du Nord, [le président français Emmanuel Macron](#) plaide pour une solution politique, le dialogue et le multilatéralisme... aux antipodes des positions de Donald Trump.

[Le président russe Vladimir Poutine](#) annonce en septembre 2017 qu'il est en faveur du déploiement de troupes sous bannière de l'ONU dans la partie orientale de l'Ukraine pour protéger les observateurs de l'OSCE positionnés sur la ligne de démarcation entre les pro-russes et les troupes ukrainiennes mais pas plus près de la frontière russe. Cette proposition a été dénoncée aux Nations Unies par l'Ukraine alors que la France et l'Allemagne s'y montrent attentives.

Une nature pas toujours clémente

Nous sommes entrés dans la saison des ouragans dans la zone intertropicale. Irma a ravagé les Antilles - et singulièrement dévasté l'Outre-Mer français des îles de Saint Martin et Saint Barthélémy - et terminé sa terrible course sur le sol des Etats-Unis.

Ces ouragans relancent, par leur extraordinaire violence, les débats sur la lutte contre le réchauffement climatique.

Le Mexique a été secoué par deux tremblements de terre dévastateurs, l'un au sud dans le Chiapas et l'Oaxaca (près de 100 morts), l'autre dans la région de Mexico qui a fait plus de 200 victimes. Ce dernier a ravivé les douloureux souvenirs du tremblement de terre de 1985 qui avait tué plus de 10 000 personnes dans la capitale mexicaine.

Bonnes nouvelles

L'Himalaya est le théâtre d'un apaisement des tensions entre [les deux géants chinois et indiens](#) autour du plateau Doklam, indispensable à New Delhi pour joindre ses territoires du Nord-Est mais revendiqué par le Bhoutan - allié de l'Inde - et Pékin.

Un siècle après les Jeux olympiques de 1924, Paris sera l'hôte des futurs Jeux de 2024.

Le journaliste français, Loup Bureau, a été libéré après avoir passé une cinquantaine de jours dans les geôles turques, car soupçonné d'appartenir à une « organisation terroriste ».

La sonde Cassini-Huygens a navigué durant sept années dans notre système solaire avant de passer treize ans en orbite autour de Saturne. Elle termine sa carrière après avoir permis une amélioration sans précédent de notre connaissance de la planète aux anneaux : 450 000 photos prises, des milliers d'articles scientifiques publiés. Une très belle réussite scientifique américaine et européenne.

Copyright Septembre 2017-Degans/Diploweb.com

Plus pour réussir

Extraits du catalogue des livres géopolitiques publiés par Diploweb pour la réussite aux concours.

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient. Les dessous des cartes, enjeux et rapport de force"](#)

. [A. Degans, "Réussite aux concours 2018 ! La synthèse de l'actualité internationale 2017"](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation contemporaine."](#)

Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"

. S. Schmit, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Amérique latine : Un sous-continent en pleine transition politique, énergétique et commerciale. Dossiers et fiches pays"

. L. Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre"

. L. Bloch, "L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? : Géopolitique du cyberspace, nouvel espace stratégique"

. G-F Dumont, P. Verluise, "The Geopolitics of Europe : From the Atlantic to the Urals"

P.-S.

Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Membre du laboratoire HABITER (EA 2076) de l'Université Reims Champagne-Ardenne. Elle est notamment co-auteure chez Ellipses de *Les 50 cartes à connaître*, Coll. Atout concours, Paris, 2016 ; *Histoire, Géographie, Géopolitique. Concours d'entrée aux grandes écoles*, Coll. Atout concours, Paris, 2015.